

# Un air de guerre à Bujumbura

AFRIQUE Deux camps militaires sont sévèrement attaqués dans la capitale burundaise

L'importante délégation burundaise convoquée à Bruxelles pour répondre aux questions de l'Union européenne n'avait pas encore regagné Bujumbura que la capitale du Burundi a retrouvé une atmosphère de guerre civile : deux camps militaires situés dans la ville, à Ngagara et à l'ISCAM (Institut supérieur des cadres militaires), ont été attaqués par des assaillants lourdement armés tandis qu'un autre camp, celui de la 120<sup>e</sup> Brigade, situé à Mujejuru, à 40 kilomètres de la capitale, subissait également un assaut violent.

Selon un haut gradé de l'armée, les assaillants, dotés d'armes automatiques, ont mené le combat durant plusieurs heures et les pertes se chiffraient, dans leurs rangs, à douze morts et 21 prisonniers. Selon des sources militaires, les insurgés qui voulaient s'emparer d'armes et de munitions ont pu s'introduire dans le camp de Musaga et dans celui de l'Iscaam grâce aux complicités dont ils auraient bénéficié. Délogés par les militaires « loyalistes » après de rudes combats, les assaillants ont réussi à fuir dans les collines de Bujumbura rural, proches des camps militaires.

Des échanges de tirs se sont poursuivis durant toute la jour-

née, à tel point que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dû renoncer à se déplacer dans la ville. En outre, des opérations de « ratissage » ont eu lieu dans plusieurs quartiers, marquées par des tirs nourris d'armes automatiques.

## Opération de diversion ?

Selon une source proche du gouvernement, contactée par téléphone, la recherche d'armes et de munitions ne serait pas la seule cause des attaques contre les casernes : il se serait agi d'une opération de diversion destinée à mobiliser les militaires « loyalistes » au moment où un autre groupe se rendait à la prison de Mpimba, à Bujumbura, afin de tenter de libérer de force certains détenus, dont les auteurs du coup d'Etat manqué de mai dernier.

Quelle que soit la raison de ces affrontements, les plus violents depuis l'échec du putsch, ils illustrent la profonde dégradation de la situation sécuritaire au Burundi et les divisions qui minent les forces armées.

Or l'appareil militaire était considéré jusqu'à présent comme le meilleur des acquis découlant des accords d'Arusha, conclus en 2000 : militaires des

anciennes forces gouvernementales et ex-rebelles issus des rébellions hutues avaient été mixés, des formations et de nombreuses missions à l'étranger avaient renforcé la cohérence des forces armées.

Au cours des derniers mois cependant, les forces de défense et de sécurité avaient perdu du terrain au profit des milices Imbonerakure, – des jeunes mis au service des ambitions présidentielles – et le virus ethnique s'était introduit parmi les hommes en uniforme...

C'est ainsi que des militaires de valeur, Tutsis mais aussi Hutus, dont la fidélité au régime avait été mise en cause, furent mis à l'écart et leurs fonctions réduites à de la figuration. Cette discrimination, ainsi que la suspicion qui frappa de nombreux policiers et militaires, accéléra les désertions au sein des forces armées.

C'est cette division qui nourrit désormais la crainte d'une guerre civile qui verrait les Burundais s'affronter non pas sur une base ethnique mais pour des raisons politiques, pour ou contre la réélection du président Nkurunziza à un troisième mandat... ■

COLETTE BRAECKMAN

## SÉCURITÉ

### Les conseils de Reynders

Le ministre des Affaires étrangères a conseillé aux

400 Belges et aux 500 étrangers résidant encore au Burundi de rester chez eux en raison des tensions qui agitent le pays. Les Affaires étrangères et la

Défense suivent de près la situation et seraient prêts à procéder à l'évacuation des ressortissants étrangers si la situation devait se détériorer davantage.

M. Reynders a réitéré son appel au dialogue entre toutes les parties, dialogue que l'Ouganda se dit prêt à organiser.

C.B.